

Chef du pôle affaires générales et fonction publique territoriale

Ref : MINT_BA075ATA-98256

Fonction publique

Fonction publique de l'État

Employeur

Préfecture de Paris /
Préfecture de Région Ile-de-France

Localisation

Préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris / PARIS 15

Domaine : Affaires juridiques

Date limite de candidature : 31/12/2025

Nature de l'emploi

Emploi ouvert aux titulaires et aux contractuels

Expérience souhaitée

Non renseigné

Rémunération

(fourchette indicative pour les contractuels)

Non renseigné

Catégorie

Catégorie A (cadre)

Management

Oui

Télétravail possible

Non renseigné

Vos missions en quelques mots

Groupe RIFSEEP : 3

NBI : non

Vos activités principales :

- Le titulaire du poste est chargé d'encadrer et d'organiser son pôle.
- Il organise l'activité de contrôle et s'assure de la prise en compte des priorités arrêtées dans le cadre du plan de contrôle de légalité.
- Il supervise le contrôle juridique des actes de la fonction publique et des affaires générales des collectivités territoriales.
- Il contrôle en propre certains dossiers et suit les dossiers sensibles.

- Il organise la veille juridique et diffuse l'information.
- Il exerce une fonction d'appui et de conseil aux collectivités territoriales et à leurs établissements ainsi éventuellement qu'à d'autres services de la préfecture • Il entretient des relations avec les organes institutionnels de contrôle
- Il suit les indicateurs et les statistiques et participe à l'élaboration de la stratégie de contrôle

Votre environnement professionnel :

- Activités du service

Rattachée au secrétariat général aux politiques publiques (SGAPP) de la préfecture de région d'Île-de-France et de Paris, la direction des affaires juridiques (DAJ) est chargée :

- du suivi des affaires institutionnelles et financières en Île-de-France ;
- du contrôle de légalité des collectivités locales ayant leur siège à Paris ;
- du contentieux des actes du préfet de région et de ceux pris en son nom ;
- du conseil juridique aux services placés sous l'autorité du préfet de région ;
- de la qualité légistique des actes des services préfectoraux ou placés sous l'autorité du préfet de région et de leur publication.

Au sein du bureau du contrôle de légalité, le pôle de la fonction publique et des affaires générales exerce un contrôle juridique dans un vivier de plus de 20 000 actes par an de natures diverses en matière de fonction publique (délibérations, décisions, contrats) et d'affaires générales (délégations de signature, règlements intérieurs, coopération décentralisée, fonctionnement et élections internes aux collectivités, etc.).

- Composition et effectifs du service

La DAJ est composée de 30 ETP. Elle est structurée en 3 bureaux et une mission.

Le bureau du contrôle de légalité est composé d'un chef de bureau et de 10 ETP répartis en 3 pôles :

- pôle fonction publique et affaires générales : 2 ETP
- pôle marchés publics et domanialité publique : 5 ETP
- pôle urbanisme : 3 ETP

- Liaisons hiérarchiques

Directeur des affaires juridiques, adjoints au directeur, chef du bureau du contrôle de légalité.

- Liaisons fonctionnelles

Autres bureaux de la DAJ, autres directions de la PRIF, directions déconcentrées de l'État dans le département et la région, DGCL, CRC, juridictions administratives.

Profil recherché

Vos compétences principales mises en œuvre

Connaissances techniques

Avoir des compétences en informatique - bureautique niveau pratique requis

Avoir des compétences juridiques

niveau maîtrise
requis
Connaître l'environnement professionnel niveau maîtrise
requis
Savoir-faire
Savoir analyser niveau expert
à acquérir
Savoir manager
niveau maîtrise
requis
Avoir l'esprit de synthèse
niveau maîtrise
requis
Savoir-être
savoir communiquer niveau maîtrise
requis
avoir le sens des relations humaines
niveau maîtrise
requis

Conditions de travail :

Vos perspectives : Poste stratégique par la nature des dossiers traités, les compétences et l'expérience professionnelle acquises permettent d'évoluer vers des postes de niveau supérieur à dominante juridique. L'expérience acquise dans l'encadrement d'une équipe constitue un atout majeur dans la perspective du principalat.

Durée attendue sur le poste : 3 ans

Éléments de candidature

Personne à contacter

Anne DESBROSSE Cheffe du BRAPC - anne.desbrosse@paris.gouv.fr

À propos de l'offre

Informations complémentaires

Localisation administrative :

Préfecture de la région d'Ile-de-France, préfecture de Paris – 5, rue Leblanc 75015 Paris Accès :
métro ligne 8 – station Lourmel ou Balard

RER C – arrêt Pont du Garigliano

La préfecture de région dispose d'un parking sécurisé pour stationner son véhicule ou son vélo.

Conditions particulières d'exercice

Spécificités du poste / Contraintes / Sujétions : Réactivité, autonomie, rigueur et méthode.

Qui contacter ?

M. Nicolas Sachot

Adjoint au directeur des affaires juridiques nicolas.sachot@paris.gouv.fr

ET

M. Gurvan Salaün

Chef du bureau du contrôle de légalité gurvan.salaun@paris.gouv.fr

Liste des pièces requises pour déposer une candidature :

Voir le formulaire unique de demande de mobilité/recrutement disponible à ces adresses :

Personnels du ministère de l'Intérieur

http://ressourceshumaines.interieur.ader.gouv.fr/images/Mobilite_2022/Formulaire%20mobilit%C3%A9SA.docx

Personnels externes

<https://www.interieur.gouv.fr/content/download/130980/1041719/file/formulaire-mobilite-avec-psa.docx>

Date limite de dépôt des candidatures : 31/03/2025

Fondement juridique

Titre III du Livre III du Code général de la fonction publique

2° de l'article L332-2 (anciennement 2° de l'article 4)

Statut du poste

Vacant à partir du 01/11/2024

Métier de référence

Chargée / Chargé des affaires juridiques